



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Lorraine

METZ, le 28 novembre 2013

UT DREAL 57

4 rue François de Guise
CS. 50551 - 57009 METZ CEDEX 1

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

- Objet :** Rapport d'instruction d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une ICPE
Demande en date du 5 avril 2013 de la société LIDL
Installation d'une plateforme logistique sur le territoire des communes de MONTROY-
FLANVILLE et de COINCY.
- Réf. :** Vos transmissions du 9 avril 2013 et 21 août 2013.
- P.J. :** Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.

--	--	--

Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

**Présent
pour
l'avenir**

I – Présentation synthétique du dossier du demandeur

1. Le demandeur

Le demandeur est la SNC LIDL dont le siège social est situé au 35 rue Charles PEGUY – 67200 STRASBOURG-HAUTEPIERRE.

Cette société exploite en France plus de 1600 magasins de vente et 25 plateformes logistiques, employant au total plus de 22 000 salariés. Son capital est de 8 000 000 d'euros.

La société LIDL est une filiale du groupe LIDL et SCHWARZ, acteur majeur du marché européen dans la grande distribution.

2. Le site d'implantation, ses caractéristiques

Le terrain d'assiette du projet est situé sur les communes de MONTROY-FLANVILLE et de COINCY, à l'Est de METZ. Ce terrain fait partie de l'extension de la zone d'activités de la Planchette qui est isolée des zones d'habitation. Il fait partie du secteur 1AUXA suivant le PLU applicable sur les deux communes.



Illustration n°1 : localisation du site d'implantation du projet

La surface totale du terrain sur lequel sera situé l'établissement est de 115 309 m² organisés de la façon suivante :

- 42 149 m² de surface bâtie, en un seul bâtiment (320 x 120 m pour l'entrepôt + locaux techniques et administratifs)
- 43 979 m² de zones imperméabilisées
- 23 288 m² d'espaces verts

3. Le projet, ses caractéristiques

Le projet consiste en une plateforme logistique dédiée aux activités de la société LIDL. Les marchandises en provenance des usines de fabrication seront livrées par camions. Les marchandises seront ensuite stockées puis conditionnées pour être expédiées vers le réseau de distribution du groupe LIDL.

Les produits stockés appartiendront aux familles suivantes :

- produits alimentaires solides, secs (sucre, café, ...) ou frais (fruits, légumes, ...)

- produits alimentaires liquides, inflammables (alcools), ou ininflammables (eau, jus de fruits) sous emballages combustibles ;
- produits divers combustibles (hygiène, parfumerie, textile, bricolage, décoration...) ;
- articles d'emballages en bois, carton et plastique.
- produits aérosols inflammables (déodorants, ...).

Les marchandises seront stockées sur palettiers ou en masse. Les produits frais et les produits surgelés seront stockés en cellules spécifiques (froid positif et froid négatif). L'entrepôt comportera 7 cellules de stockage au total.

La production frigorifique sera basée sur un échangeur thermique et un circuit NH₃/CO₂. L'énergie récupérée servira à la production d'eau chaude pour le chauffage de l'entrepôt, celui-ci étant complété par une chaufferie alimentée au gaz.

La manipulation des palettes se fera à l'aide d'engins de manutention électrique nécessitant des locaux spécifiques de charges d'accumulateurs.

Le site disposera d'une installation de stockage et de distribution (non classée) de carburant pour les poids lourds.

L'activité journalière de l'entrepôt est estimée à 160 poids lourds environ (80 camions de livraison et autant en expédition). L'effectif nécessaire à l'exploitation sera de 140 personnes au démarrage puis 180 personnes à terme, réparties entre les tâches d'exploitation et d'administration.

L'entrepôt sera en activité 7j/7, 24h/24. Les réceptions et expéditions de marchandises n'auront cependant pas lieu du samedi 22h au dimanche 22h.

Le tableau de classement des installations au titre de la législation sur les installations classées s'établit comme suit :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Régime
1510-1	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 1. supérieur ou égal à 300 000 m ³	Cellule 1 : 5930 m ² et 12 m sur bac au faitage soit un volume de 71 160 m ³ Cellule 2 : 5882 m ² et 12 m sur bac au faitage soit un volume de 70 584 m ³ Cellule 3 : 5882 m ² et 15,35 m sur bac au faitage soit un volume de 90 289 m ³ Cellule 4 : 5982 m ² et 15,35 m sur bac au faitage soit un volume de 91 824 m ³ Cellule 5 : 5940 m ² et 15,35 m sur bac au faitage soit un volume de 91 179 m ³ Cellule 7 (dite pool palettes) : 5067 m ² et 15,35 m de hauteur au faitage soit un volume de 77 779 m ³ Soit un volume maximal total de 492 815 m ³ (hors cellule 6 entièrement frigorifique)	A
1450-2.a	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques 2.a) emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	Stockage d'allumes feu, pour une quantité maximale de 2,7 tonnes	A
1511-2	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 150 000	Divers chambres et zones froides à température positive au sein des cellules 4 et 5 ainsi que l'ensemble de la cellule 6 à température négative pour un volume maximal total utile de 140 300 m ³ .	E

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Régime
	m³		
1136-B.c	Ammoniac (emploi ou stockage de l') B. Emploi La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) supérieure ou égale à 150 kg, mais inférieure ou égale à 1,5 t	Quantité maximale de 1470 kg	DC
1172-3	Dangereux pour l'environnement -A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 3. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Bidons d'eau de javel pour une quantité maximale de 90 t	DC
1432-2.b	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³	1 cuve enterrée de 20 m³ de gasoil (cat. C) pour le groupe électrogène, avec double enveloppe et système de détection de fuite 1 cuve enterrée de 20 m³ de gasoil non-routier (cat. C) pour l'alimentation des groupes froids des camions frigorifiques, avec double enveloppe et système de détection de fuite 1 cuve enterrée de 50 m³ de gasoil (cat. C) pour la distribution aux véhicules, avec double enveloppe et système de détection de fuite 1 cuve aérienne de fioul de 1,2 m³ (cat. C) pour le groupe sprinklage Stockage de dissolvants avec point éclair de -4°C (cat. A) : 0,72 m³ Soit une capacité maximale totale équivalente de 11,04 m³	DC
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du Code de l'Environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Inférieure à 1 t	Transit de piles usagées pour une quantité maximale présente dans l'installation de 600 kg	DC
2910-A2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : La puissance thermique maximale de l'installation (quantité maximale de combustible exprimée en PCI susceptible d'être consommée par seconde), étant : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière alimentée au gaz pour la production eau chaude et chauffage, d'une puissance de 1 900 kW Groupe électrogène alimenté en fioul, d'une puissance de 1 600 kW Soit une puissance thermique maximale totale de 3,5 mW	DC
1530-3	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³	Papiers absorbants, mouchoirs, papiers toilettes, ... pour un volume maximal de 6 000 m³ répartis dans les cellules	D
1532-2	Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public	Palettes vides en bois pour un volume maximal de 2 000 m³	D

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Régime
	Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³		
2255-3	Alcools de bouche d'origine agricole, eaux de vie et liqueurs (stockage des) Lorsque la quantité stockée de produits dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40%, susceptible d'être présente est : 3. supérieure ou égale à 50 m³ mais inférieur à 500 m³	Alcools de bouche pour un volume maximal de 250 m³	D
2662-3	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieure ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³	Balles plastiques pour un volume maximal de 900 m³	D
2663-2c	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : c) supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 10 000 m³	Produits non alimentaires (bricolage, électroménagers, jouets, ...) pour un volume maximal de 9 500 m³	D
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	Transit et regroupement de 200 m³ de plastiques et de 200 m³ de cartons soit un volume maximal total de 400 m³	D
2921-2	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) 2. Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »	1 installation de type « circuit primaire fermé »	D
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Local de charges de batteries de chariots élévateurs électriques pour une puissance maximale de 200 kW	D
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant inférieure à 10 MW	Compresseur d'ammoniac avec une puissance absorbée de 650 kW	NC
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6 t	Stockage d'aérosols pour une quantité maximale totale de 5 tonnes	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant inférieur à 100 m³	Distribution de gazole aux camions de livraison pour un volume annuel de 250 m³ soit un volume équivalent maximal distribué de 50 m³/an	NC
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m³	Transit et regroupement de déchets alimentaires avec un volume maximal de 50 m³/jour	NC

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec Contrôle) ou NC (Non Classé)

A noter que les tonnages ou volumes indiqués sont destinés à couvrir les différentes éventualités de stockage dans le bâtiment ; le cumul de ces quantités peut donc être supérieur à la possibilité physique de stockage.

Le terrain d'assiette du projet de la société LIDL fait partie du secteur 1AUxa suivant le PLU applicable des communes de MONTROY-FLANVILLE et de COINCY. Cette zone est dédiée aux activités économiques à caractère logistique.

Certaines servitudes sont présentes sur la zone de construction de l'infrastructure logistique :

- des lignes HTB bordent le terrain d'assise au Sud de site ; le doublement de ces lignes initialement prévu au Nord de celle-ci sera implanté au Sud en parallèle des lignes existantes ;
- une ligne HTA surplombe le terrain ; il est prévu de la déposer et de l'enfouir sous chaussée ;
- une servitude de ligne PT3 Telecom longe actuellement la RD603 et se situera sous la future contre-allée.

4. Synthèse de l'étude d'impact

4.1. Implantation

Le site est implanté au niveau de la Zone d'Activités (ZA) la Planchette située sur les communes de MONTROY-FLANVILLE et de COINCY. Il est localisé en zone rurale avec présence d'activités. Le terrain est bordé :

- au Nord par l'ancienne RN3 renommée RD603 ;
- à l'Ouest et au Sud par le projet de route qui permettra une desserte sécurisée de COINCY depuis le nouveau rond-point en cours de travaux implanté au Nord - Ouest sur la RD603 ;
- à l'Est par l'actuelle route communale n°5 desservant COINCY.

Le projet sera situé à l'écart du village de MONTROY-FLANVILLE implanté plus au Nord de l'autre côté de la RD603 (première maison à environ 300 m) et également à l'écart du village de COINCY implanté en contrebas au Sud (première maison à environ 150 m).

L'établissement recevant du public le plus proche se situe à environ 300 m.

Il n'y a pas de bâtiments inscrits ou classés au titre des monuments historiques dans un rayon de 500 m.

Le terrain est actuellement occupé par des terres agricoles cultivées et une zone de friche dans l'attente de l'extension de la ZA actuelle. Cette ZA abrite une vingtaine d'activités diverses dont 2 ICPE soumise à autorisation qui sont situées en limite du site projeté, côté Ouest : MECANAUTO et MONTROY POIDS LOURDS qui exploitent une installation de traitement de véhicules hors d'usage.

Le secteur n'est pas concerné par des espaces de type ZNIEFF, Natura 2000 ou ZICO.

Le site n'est concerné par aucun périmètre de protection de captage d'eau potable. Une source dite de la Fontaine Salée est toutefois située à 250 m au Sud-Est et alimente un abreuvoir pour le cheptel.

Le cours d'eau le plus proche est le ruisseau de Dame Jeannette de COINCY situé à plus de 400 m au Sud du site.

Les directions des vents les mieux représentées sont Sud-Ouest et Nord-Est.

Le site est situé en dehors des zones inondables d'après les PLU de MONTROY-FLANVILLE et de COINCY.

4.2. Intégration dans le paysage

Pour des raisons de sécurité, le site sera intégralement clôturé par un grillage treillis de teinte verte et par des portails de la même couleur.

L'ensemble des espaces libres en périphérie du bâtiment sera végétalisé. Le long de la RD603 sera plantée une haie champêtre. Il en sera de même sur tout le périmètre du terrain en parallèle de la clôture lorsque celle-ci sera implantée en limite de propriété. Le village de COINCY ayant un visuel direct sur le projet, des arbres à hautes tiges seront implantés. Les parkings seront également arborés à raison d'un arbre pour huit places. Les plantations réalisées dans le cadre du projet seront choisies suivant les essences locales.

Le bâtiment aura une hauteur comprise entre 12 et 16 m au faitage. Les façades de l'entrepôt seront constituées d'un damier avec un calepinage aléatoire dans les nuances de gris. Ce damier sera réalisé avec un bardage plan de type panneaux sandwichs en pose horizontale. Les bureaux administratifs et locaux sociaux seront en maçonnerie avec un enduit de teinte gris clair.

4.3 . Consommation d'eau

Les utilisations de l'eau concernent :

- les besoins sanitaires et en eau potable (estimés à environ 3 000 m³/an) ;
- les robinets d'incendie armés et le réseau sprinkler (cuve de 2 350 m³) ;
- les appoints en eau de la chaufferie ;
- le condenseur évaporatif (environ 30 000 m³/an).

L'alimentation du site sera assurée uniquement à partir du réseau d'adduction en eau potable. La protection du réseau public sera assurée par la mise en place d'un dispositif anti-retour.

Il n'y aura pas de forage dans les nappes souterraines ou de prélèvement dans les eaux de surface.

4.4. Rejets aqueux

L'exploitant a prévu de diriger ses eaux domestiques et les eaux de lavage des sols vers la station d'épuration de COINCY (pollution équivalente à environ 180 habitants) après extension de celle-ci. A défaut, l'exploitant s'est engagé à mettre en place un dispositif de traitement autonome conforme à la réglementation en vigueur.

Les eaux de toiture et celles de voiries qui sont susceptibles de comporter des matières en suspension et des traces d'hydrocarbures seront collectées et transiteront vers un bassin d'orage de 2 840 m³ avant passage dans un décanteur-débourbeur équipé d'un obturateur automatique avec alarme.

Après traitement, ces eaux pluviales seront rejetées dans le réseau d'eau pluvial de la commune de COINCY.

Des vannes seront installées en amont du bassin de régulation afin de prévenir les risques de pollution en cas de besoin. Ces vannes seront asservies au déclenchement du sprinklage et à la détection incendie du site.

Les eaux pluviales issues de la zone de dépotage de la station de distribution de carburant feront l'objet d'un pré-traitement spécifique avant de rejoindre les autres eaux pluviales collectées sur le site : elles passeront par un séparateur à hydrocarbures dédié et équipé d'un débourbeur et d'un obturateur automatique avec alarme. Ce dispositif piègera les hydrocarbures et les matières décantables contenues dans les eaux de ruissellement.

Les eaux usées des locaux techniques (production de froid, chaufferie, ...) peuvent contenir des traces de biocides et des résidus de produits de traitement de l'eau. Il est prévu que l'exploitant respecte les mêmes valeurs limites de rejet que celles fixées par la réglementation pour un rejet au milieu naturel, la station d'épuration de COINCY ou un système d'assainissement autonome n'apportant pas de traitement sur ce type de paramètres.

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie seront stockées dans un bassin dédié et une rétention complémentaire au niveau de certaines voiries pour un volume total de 4 200 m³. Ces eaux ne pourront être rejetées qu'après analyse ; si leur qualité ne permet pas leur rejet, elles seront éliminées comme des déchets par une société autorisée.

4.5. Rejets atmosphériques

Les seules sources de rejets atmosphériques des installations en fonctionnement normal seront liées :

- à la chaufferie et au groupe électrogène ;
- aux véhicules de transport liés à l'activité du site ;
- à la station de distribution de carburant ;
- au local de charge des batteries.

La chaufferie sera alimentée au gaz uniquement et d'une puissance inférieure à 2 MW. Elle sera équipée d'un brûleur bas-NOx.

Les moteurs des poids lourds seront mis à l'arrêt lors des opérations de chargement et de déchargement. Les rejets des véhicules liés à l'activité du site ont été estimés entre 1,5 et 3,3% des rejets des véhicules empruntant la RD603 suivant les polluants considérés.

Le groupe électrogène sera alimenté au fioul mais ne sera utilisé qu'un faible nombre d'heures par an, en cas de besoin ou pour les tests périodiques.

Une ventilation mécanique contrôlée sera installée dans le local de charge de batteries pour éviter toute accumulation d'hydrogène, avec un rejet en toiture.

Le débit de la station de distribution de gazole sera limité (régime « non classé ») et les cuves seront enterrées pour limiter les phénomènes d'échauffement à l'origine de diffusion par les événements. Lors du dépotage des camions de livraison, les vapeurs générées par le déplacement de carburant seront renvoyées dans le réservoir de transport au moyen d'un tuyau de raccordement étanche aux vapeurs.

Enfin, aucun brûlage à l'air libre ne sera réalisé sur le site.

4.6. Déchets et odeurs

Les quantités de déchets générées sur le site seront peu élevées et seront en majeure partie constituées de déchets valorisables (cartons, papiers) et de denrées alimentaires impropres à la consommation.

Les déchets alimentaires seront traités dans la journée via le passage dans un compacteur étanche.

4.7. Nuisances sonores

Seule la circulation de camions se fera à l'extérieur du bâtiment. Toutes les autres activités de manutention se feront à l'intérieur du bâtiment.

Les sources sonores dues à l'activité seront les suivantes : circulation des camions, compacteurs à déchets, groupe sprinklage, équipements frigorifiques en toiture, chaufferie, local de production de froid, groupe électrogène.

Les zones à émergence réglementée (ZER) les plus proches du site seront :

- les habitations rue Dame Jeannette à COINCY, à environ 150 m au Sud des limites du site ;
- les habitations rue du Château à MONTROY-FRANVILLE, à environ 300 m au Nord-Ouest des limites du site ;
- les bâtiments administratifs des activités de la ZA de la Planchette à l'Ouest du site.

Une mesure du bruit à l'état initial a été réalisée, permettant ainsi de définir le bruit résiduel à atteindre en limite de propriété du site afin de respecter les émergences réglementaires au niveau des ZER.

4.8. Emissions lumineuses ou vibratoires

L'exploitation du site n'engendrera pas de halo lumineux particulier, en dehors de l'éclairage des postes de mise à quais.

Le site ne sera pas à l'origine de vibrations pouvant engendrer des nuisances pour le voisinage.

4.9. Trafic

Le trafic poids lourds est estimé à 160 camions par jour maximum pour les livraisons et les expéditions. Le trafic des véhicules légers est de 180 véhicules par jour et 40 véhicules par jour pour les visiteurs. Le flux de véhicules à considérer est le double pour tenir compte des allers et retours.

L'accès au site s'effectuera par la RD603 qui compte 10 227 véhicules/jours dont 7% de poids lourds. Le trafic généré par la plateforme logistique conduirait à une augmentation de 7,4% du nombre de véhicules sur cet axe routier. La part de poids lourds passerait à 9,4%. Il n'y aura cependant pas de traversée de poids lourds dans les centres-villes de COINCY et de MONTROY-FRANVILLE.

Le projet de réalisation d'un carrefour giratoire permettra de réguler le trafic à l'intersection entre la RD603, la RD69 et la RC5 puis l'accès à la zone d'activités actuelle et sa future extension.

Des aires sur le site permettront le stationnement de l'ensemble des camions en attente de chargement ou de déchargement.

4.10. Effets sur la santé

L'activité d'entreposage ne génère pas en elle-même de rejets dans le milieu. En fonctionnement courant, les émissions atmosphériques de l'établissement seront très faibles (cf. paragraphe sur les rejets atmosphériques) et essentiellement issues de rejets diffus (circulation des camions, évènements de réservoirs).

En conséquence l'exploitant a réalisé une évaluation des risques sanitaires avec une approche qualitative. Cette étude conclut que :

- les rejets du site ne présenteront aucune spécificité par rapport à des rejets domestiques, à des voies de circulation ou provenant d'installations non classées ;
- l'exploitation du site n'engendrera pas de nuisances supplémentaires pouvant avoir un effet sur la santé.

5. Synthèse de l'étude de dangers

5.1. Méthodologie

L'étude de dangers a été réalisée conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

Elle reprend :

- un rappel du descriptif des installations concernées ;
- la description de l'environnement et du voisinage du site en tant qu'intérêt à protéger et agresseur potentiel ;
- l'analyse de l'accidentologie et du retour d'expérience en découlant ;

- l'identification et la caractérisation des potentiels de dangers ;
- l'examen de la réduction des potentiels de dangers ;
- l'analyse des risques d'origine externe et interne ;
- la quantification (évaluation des conséquences) des scénarios d'accident ;
- le descriptif des mesures de prévention et de protection retenues ;
- la présentation des moyens de secours et d'intervention.

5.2. Analyse de risques

L'évaluation préliminaire des risques a pour objet d'identifier les causes et les conséquences potentielles découlant de situations dangereuses. Elle permet de caractériser les niveaux de risques de ces événements redoutés et d'identifier les éventuels scénarios d'accidents majeurs.

Les situations dangereuses ont été identifiées avec l'estimation de leur probabilité d'occurrence, de la gravité des accidents correspondants et de leur cinétique, avec et sans prise en compte des mesures de maîtrise des risques.

L'accidentologie et l'analyse des risques montrent que le risque prépondérant à retenir pour le site est l'incendie, du fait de la présence de quantités importantes de matières combustibles.

Les activités connexes telles que la charge des batteries, le chauffage au gaz et l'utilisation d'ammoniac peuvent également présenter des risques pour l'environnement. Ces installations disposeront des mesures de sécurité prévues par la réglementation en lien avec leur puissance (régime déclaratif).

De l'analyse de risques et de l'accidentologie, il ressort :

- qu'aucun événement d'origine externe naturelle (foudre, séisme, inondation) et non naturelle (accident routier, intrusion, malveillance, activités voisines) n'est susceptible de mener à un scénario d'accident majeur sur le site ;
- que le risque prépondérant est l'incendie et ses conséquences (émissions de composés toxiques à l'atmosphère et pollution par écoulement des eaux d'extinction de l'incendie) pour l'entrepôt et une dispersion atmosphérique toxique pour l'installation de réfrigération à l'ammoniac

5.3. Zones d'effets en cas d'accident

Effets thermiques en cas d'incendie :

Il ressort des calculs des effets thermiques sur une seule cellule et ses cellules adjacentes :

- o que la zone des effets létaux significatifs à 8 kW/m² ne sort pas des limites de propriétés ;
- o que la zone des effets létaux à 5 kW/m² ne sort pas des limites de propriétés ;
- o que la zone des effets irréversibles à 3 kW/m² atteint une voie d'exploitation de l'entrepôt mais ne sort pas des limites de propriétés.

Les distances atteintes par le flux thermique en cas d'incendie sont donc conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 modifié relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation.

Effets toxiques des fumées :

Les fumées d'incendie contiendront principalement du CO₂, du CO, des NO_x, de l'acide chlorhydrique et de l'acide cyanhydrique (parois sandwichs avec polyuréthane pour les cellules frigorifiques).

Compte tenu des hypothèses de calcul prises et des résultats de la modélisation, il ressort que :

- à hauteur d'homme, les concentrations seuils des effets létaux et irréversibles des fumées ne sont pas atteintes quel que soit le stade de l'incendie et les conditions météorologiques.
- à hauteur de l'ordre de 15 m, les seuils des effets létaux et irréversibles seraient atteints jusqu'à une distance respective d'environ 60 et 120 m dans le pire des cas. L'immeuble le plus proche du site étant situé à 300 m, il ne serait pas atteint.

Effets toxiques d'un nuage d'ammoniac :

Grâce aux effets thermoconvectifs, l'ammoniac est rejeté sous forme gazeuse. L'ammoniac, plus léger que l'air, s'élève et se disperse facilement.

Les modélisations réalisées confirment qu'il n'y aurait pas de retombées toxiques au sol ou à hauteur d'homme. Sous certaines conditions météorologiques défavorables, le seuil des effets irréversibles serait atteint en dehors des limites de l'établissement (jusqu'à 100 m), la hauteur minimale du nuage étant alors comprise entre 6 et 9 m. La zone correspondante n'est pas habitée et restera à vocation agricole selon le PLU de COINCY.

5.4. Moyens de prévention et de protection

Afin de prévenir tout incendie et de limiter ses conséquences, l'exploitant mettra en place les dispositions suivantes.

Mesures de prévention :

Pas de source d'ignition (interdiction de fumer et permis de feu).

Installations électriques conformes à la norme NFC 15-100 avec contrôle périodique des installations.

Bâtiment protégé contre les effets directs et indirects de la foudre.

Arrêt des moteurs des camions lors des opérations de chargement/déchargement.

Surveillance du site 24h/24.

Mesure de protection :

Bâtiment et cellules intérieures disposant de murs intermédiaires coupe-feu 2 heures.

Isolement des locaux à risque (chaufferie, charge des batteries, ...).

Installation de détection et d'extinction automatique par sprinklage.

Désenfumage par mise en place d'exutoires en toiture, avec déclenchement automatique et manuel.

Bande de protection de 5 m de part et d'autre des parois séparatives en toiture.

Présence d'extincteurs et de RIA répartis sur l'ensemble des cellules.

Formation du personnel à la lutte incendie.

Réserve d'eau à disposition des services de secours.

Site sur rétention avec vannes martellières à déclenchement automatique.

Isolement de l'entrepôt par rapport aux limites du site.

Le débit d'eau nécessaire à la défense incendie en instantané ne pouvant être fourni par le réseau de poteaux incendie, une cuve de 600 m³ d'eau est prévue en complément sur le site.

Afin de prévenir et de limiter la formation d'un nuage d'ammoniac, l'exploitant mettra en place un capotage étanche des tuyauteries permettant un retour du gaz à l'intérieur du local technique et respectera l'ensemble des dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel sectoriel du 19 novembre 2009 applicables à ce type d'installation soumise à déclaration.

6. Utilisation rationnelle de l'énergie

Les dispositions prévues pour une utilisation rationnelle de l'énergie sont notamment :

- l'isolation thermique du bâtiment ;
- l'éclairage naturel zénithal et en façade limitant les besoins en électricité ;
- la récupération d'énergie sur la production frigorifique ;
- le chauffage de l'eau sanitaire par panneaux solaires.

7. Les conditions de remise en état proposées

En cas de cessation d'activité, l'exploitant procédera à la mise en sécurité du site en prenant les mesures suivantes :

- évacuation des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;

- interdiction d'accès au site ;
- suppression des produits et matériels à l'origine des risques d'incendie et d'explosion ;
- surveillance des effets de l'installation sur l'environnement.

Le bâtiment sera laissé en l'état, propre et vidé. Les équipements seront démontés puis éliminés et valorisés. Les cuves de gazole seront vidangées et dégazées par des sociétés spécialisées. L'exploitant propose de remettre ainsi le site dans un état compatible avec un usage industriel. Les maires des communes de MONTTOY-FLANVILLE et de COINCY ont donné un avis favorable à cette proposition.

II - La consultation et l'enquête publique

1. Les avis des services

Nom du service	Date de consultation	Date de réponse
Agence Régional de Santé	13/08/2012	10/09/2012
Direction Départementale des Territoires	13/08/2012	14/09/2012
Service Départemental d'Incendie et de Secours	13/08/2012	18/09/2012
Inspection du Travail	13/08/2012	17/09/2012
Service Régional d'Archéologie Préventive	16/08/2012	16/10/2012
Conseil Général de Moselle	25/09/2012	15/10/2012

L'Agence Régionale de Santé a indiqué qu'en application du principe de proportionnalité entre le degré d'approfondissement du dossier et les risques sanitaires engendrés par le projet, ceux-ci sont jugés acceptables et en conséquence qu'elle émettait un avis favorable.

La Direction Départementale des Territoires a formulé les observations suivantes :

- urbanisme : le projet est situé en zone 1AUxa adaptée à l'accueil d'activités à dominante logistique et les demandes de permis de construire ont été déposées dans chacune des communes le 31 juillet 2012 ;
- servitudes : il conviendra de consulter l'URM et France Télécom du fait de la présence de lignes électriques et téléphoniques sur ou à proximité du site ;
- risques : le projet se situe en zone d'aléa retrait-gonflement des argiles de niveau faible et de sismicité très faible. Le projet n'est pas concerné par les canalisations qui traversent les deux communes ;
- Police de l'Eau : sans observation ;
- environnement : le site prévu ne présente aucun enjeu particulier. Ce dossier n'amène aucune remarque au titre des milieux naturels ;
- accès : l'accès au site se fera à partir d'une nouvelle voie de desserte de COINCY débouchant sur le nouveau carrefour giratoire RD603/RD69 en cours de construction ; il conviendra de consulter le Département de la Moselle sur le sujet.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours a fait part des observations suivantes :

- les services de secours devront pouvoir disposer d'une capacité en eau de 270 m³/h pendant 2 heures (540 m³) pour assurer la défense incendie extérieure contre l'incendie de la société LIDL ;
- le surpresseur permettant la distribution en pression de l'eau sur les poteaux d'incendie autour de l'entrepôt devra pouvoir fonctionner en toute occasion (coupure énergie électrique, etc.) et dès l'ouverture d'un de ces hydrants.

L'Inspection du Travail a émis un avis favorable sous réserve du respect des dispositions du Code du Travail et en formulant des remarques concernant la rédaction de la notice hygiène sur une référence réglementaire et sur la prise en compte du risque lié au dépotage de camions citernes et du risque lié à certaines substances chimiques comme l'ammoniac pour les salariés.

Le Service Régional d'Archéologie Préventive a émis un avis favorable à la demande dans la mesure où le diagnostic opéré en 2011 sur le site avait montré l'absence de vestiges dans les parcelles concernées.

Le Conseil Général de Moselle a indiqué que la desserte de la zone d'activité se fera par l'intermédiaire d'un carrefour giratoire situé à l'intersection des RD603 et 69 dont les travaux de réalisation étaient en cours. La mise en service effective de la plateforme logistique ne pourra donc être envisagée qu'après ouverture à la circulation de ce nouveau carrefour giratoire.

2. Les avis des conseils municipaux

Les communes concernées par le rayon d'affichage d'un kilomètre sont MONTROY-FLANVILLE, COINCY et OGY.

Le conseil municipal de la commune d'OGY s'est prononcé par **3 voix pour le projet, 3 voix contre et 8 abstentions** lors de la délibération du 12 juillet 2013.

Le conseil municipal de la commune de MONTROY-FLANVILLE s'est prononcé le 10 septembre 2013 **POUR le projet à l'unanimité des votants**, avis émis :

- en prenant connaissance de l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur, des observations du public et des réponses du pétitionnaire et du Commissaire-Enquêteur ;
- en rappelant son souhait de voir s'implanter la base logistique LIDL, un projet que la commune juge pérenne et nettement moins impactant sur le plan environnemental que le projet initial d'installation sur ce site d'une vingtaine d'entreprises ;
- en prenant en considération la réserve du Commissaire-Enquêteur portant sur l'application du droit local du travail et sa recommandation de créer un merlon engazonné et arboré au droit des habitations du nouveau lotissement de COINCY ;
- en confirmant sa décision de garder en zone agricole les terres propriété de la CCPP situées le long du lotissement de COINCY ;
- en proposant la création d'une commission de suivi désignée par les conseils municipaux et composée de représentants des communes de MONTROY-FLANVILLE et COINCY, des habitants désignés, des entreprises de la Zone Artisanale de la Planchette, des personnes qualifiées ;
- en rappelant son engagement à réaliser un dispositif antibruit le long des habitations du lotissement « le Cugnot » sur la RD603 et sa volonté de créer les conditions de développement économiques sur les terrains de la Zone Artisanale de la Planchette.

Le conseil municipal de la commune de COINCY s'est prononcé le 1^{er} octobre 2013 **POUR le projet à l'unanimité des votants**, avis émis :

- en prenant connaissance de l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur, des observations du public et des réponses du pétitionnaire et du Commissaire-Enquêteur ;
- en rappelant son souhait de voir s'implanter la base logistique LIDL, un projet que la commune juge pérenne et nettement moins impactant sur le plan environnemental que le projet initial d'installation sur ce site d'une vingtaine d'entreprises ;
- en prenant en considération la réserve du Commissaire-Enquêteur portant sur l'application du droit local du travail et sa recommandation de créer un merlon engazonné et arboré au droit des habitations du nouveau lotissement de COINCY ;
- en confirmant sa décision de garder en zone agricole les terres propriété de la CCPP situées le long du lotissement de COINCY ;
- en proposant la création d'une commission de suivi désignée par les conseils municipaux et composée de représentants des communes de MONTROY-FLANVILLE et COINCY, des habitants désignés, des entreprises de la Zone Artisanale de la Planchette, des personnes qualifiées ;
- en rappelant son engagement à réaliser un dispositif antibruit le long des habitations du lotissement « le Cugnot » sur la RD603 et sa volonté de créer les conditions de développement économiques sur les terrains de la Zone Artisanale de la Planchette.

3. L'avis du CHSCT

Les membres du CHSCT, réunis lors de la réunion du 28 juin 2013, ont exprimé un avis « positif sur ce projet très attendu ».

4. Les autres avis

Par courrier en date du 30 avril 2013, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité a indiqué ne pas avoir de remarque à formuler sur le projet dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur l'AOR et les IGP concernés (mirabelle de Lorraine et bergamote de Nancy).

Par courrier en date du 15 octobre 2012, l'URM indique :

- concernant les lignes à haute tension HTB 63 kV : dans le cadre de l'exploitation de la plateforme, ces lignes ne présentent aucune mesure particulière, vis-à-vis de la sécurité ;
- concernant les lignes à haute tension HTA 17,5 kV: des travaux étaient en cours pour supprimer ces ouvrages existants. Des câbles souterrains ont été mis en œuvre le long des voies de desserte situées à l'Ouest et au Sud du terrain et la mise en service était programmée sous quelques semaines. Ces lignes aériennes ne gêneront donc plus la construction de l'opération envisagée.

5. L'enquête publique

L'arrêté n°2013-DLP/BUPE-142 du 21 mai 2013 portant ouverture d'une enquête publique sur la demande présentée par la société LIDL en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une plateforme logistique sur le territoire des communes de MONTOY-FLANVILLE et COINCY a prévu le déroulement de l'enquête publique entre le 1^{er} et le 30 juillet 2013 inclus.

Le Commissaire-Enquêteur, Monsieur Alain CHANTEPIE, a été désigné par le Tribunal Administratif de Strasbourg par décision du 7 mai 2013.

L'avis d'enquête est paru dans les pages d'annonces légales des journaux suivants : *Le Républicain Lorrain* dans les éditions du 30 mai et 2 juillet 2013 et *Les Affiches d'Alsace et de Lorraine* dans les éditions du 14 juin et 2 juillet 2013.

Le public a également été informé de cette enquête publique par les moyens suivants :

- affichage sur les panneaux réglementaires des mairies impactées ;
- affichage sur le lieu d'implantation prévu pour le futur site LIDL ;
- publication sur le site Internet de la Préfecture de Moselle à compter du 28 mai 2013 ;
- publication sur le site Internet de la commune de MONTOY-FLANVILLE à compter du 7 juin 2013 et jusqu'à la clôture de l'enquête ;
- lettre d'information distribuée dans chaque foyer de la commune de MONTOY-FLANVILLE ;
- lettre d'annonce d'une réunion d'information distribuée dans chaque foyer des communes de MONTOY-FLANVILLE et COINCY, avec rappel des horaires et lieux de permanence pour l'enquête publique ;
- réunion d'information des riverains tenue le 2 juillet en soirée, en présence des représentants de la société LIDL.

Le Commissaire-Enquêteur a tenu 3 permanences en mairie de MONTOY-FLANVILLE, 1 permanence en mairie de COINCY et 1 permanence en mairie d'OGY. Ces permanences ont eu lieu en matinée ainsi qu'en début, milieu et fin de journée. La participation du public s'est traduite par de nombreuses interventions :

- OGY : 1 courrier remis d'un habitant de COINCY ;
- MONTOY-FLANVILLE : 4 observations, 2 propositions et 3 courriers dont 1 courrier signé par 15 foyers et 1 courrier signé par 24 foyers accompagné d'une pétition signée par 106 personnes ;
- COINCY : 19 observations, 5 propositions, 11 courriers, 1 courriel et 1 dessin.

Certains courriers comportent de nombreuses observations. Au total le nombre d'observations est d'environ 120 (le décompte ne peut être exact, certaines phrases d'un même courrier pouvant porter sur plusieurs thèmes ou à l'inverse être redondantes, le découpage est alors complexe) dont 2 avis favorables au projet. En pondérant par le nombre de signataires, le nombre d'observations s'élève à environ 1 800.

Les observations recueillies au cours de l'enquête publique ont porté sur les thèmes suivants, les thèmes en gras ayant recueilli un nombre d'observations plus élevé (l'ensemble des thèmes en gras représente quasiment 75% des observations) :

1. Nuisances sonores
2. Trafic routier
3. Intégration paysagère
4. Pollution atmosphérique
5. Odeurs
6. Concertation / information
7. Patrimoine
8. Pollution lumineuse
9. Proximité des installations
10. Présence d'une ligne électrique
11. Risques accidentels
12. Phase chantier
13. Stationnement des camions
14. Période et durée de l'enquête publique
15. Qualité du dossier

NB : Le thème de la création d'emploi n'est pas retenu (que cela soit en faveur ou en défaveur du projet), celui-ci n'étant pas en relation avec la prévention des risques et des nuisances liés aux installations en lien avec les intérêts visés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement.

En tenant compte d'une pondération par le nombre de signataires, les thèmes en gras représentent encore plus 50% des observations. Seul le thème complémentaire de la pollution atmosphérique enregistre alors plus de 10% des observations.

6. Le mémoire en réponse du demandeur

Dans son mémoire en réponse, daté du 12 août 2013, le pétitionnaire a apporté des réponses jugées satisfaisantes par le Commissaire-Enquêteur.

7. Les conclusions du Commissaire-Enquêteur

Le Commissaire-Enquêteur émet un **avis favorable au projet** :

- sous réserve que LIDL se conforme au droit local du travail en ne travaillant pas le dimanche, sauf dérogation préfectorale ;
- assorti de la recommandation de la réalisation d'un merlon engazonné et arboré lors des travaux de terrassement du côté du village de COINCY pour faire obstacle au bruit et former un masque visuel vers le Sud.

III – Analyse de l'Inspection des Installations Classées

1. Inventaire des textes en vigueur auxquels la demande est soumise.

Les activités envisagées dans le cadre du projet peuvent être réglementées en prenant en compte essentiellement les textes suivants relatifs aux installations classées :

- Arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;
- Arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°1511 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- Arrêté ministériel du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumise à autorisation ;
- Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- Arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ;
- Arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1136 (emploi et stockage d'ammoniac) ;
- Arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion ;
- Arrêté ministériel du 25 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d)".

2. Analyse de toutes les questions apparues au cours de la procédure et des principaux enjeux identifiés en termes de prévention des inconvénients et des risques eu égard aux textes, à l'état de l'art, aux meilleures techniques disponibles, à leur coût et à la sensibilité du site, dans le cadre d'une approche intégrée.

2.1 Avis des services

En ce qui concerne les observations émises par la **DDT** :

- servitudes : l'URM et France Télécom ont été consultés sur le projet ; l'avis de l'URM a été présenté précédemment et France Télécom n'a pas émis d'avis ;
- circulation routière : le Conseil Général a été consulté sur le projet ; son avis a été présenté précédemment.

En ce qui concerne les observations émises par le **SDIS** :

- disponibilité d'un débit d'eau d'extinction suffisant : la réserve d'eau sur le site et le débit horaire fixés par le projet d'arrêté préfectoral sont plus importants que le minimum préconisé par le SDIS ;
- surpresseur devant pouvoir fonctionner en toute occasion : la mesure correspondante a été reprise dans le projet d'arrêté préfectoral.

En ce qui concerne les observations émises par l'**Inspection du travail** : les remarques émises concernent la protection des travailleurs ; les risques environnementaux associés sont couverts par les prescriptions réglementaires applicables.

En ce qui concerne les observations émises par le **Conseil Général** : les travaux sur le nouveau carrefour giratoire sont terminés à ce jour.

2.2 Avis des conseils municipaux et du Commissaire-Enquêteur

Les conseils municipaux de COINCY et de MONTOY-FLANVILLE ont pris en considération la réserve du Commissaire-Enquêteur portant sur l'application du droit local du travail et sa recommandation de créer un merlon engazonné et arboré au droit des habitations du nouveau lotissement de COINCY.

L'application du droit local du travail ne concerne pas directement la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Le projet d'arrêté préfectoral fixe cependant une interdiction d'approvisionnement de la plateforme et d'expédition entre le samedi 22h et le dimanche 22h en cohérence avec les propositions de l'exploitant pour limiter davantage les nuisances sur cette période.

Le projet d'arrêté préfectoral impose par ailleurs à l'exploitant que :

- l'ensemble des espaces libres en périphérie du bâtiment soit végétalisé ;
- un merlon de terre engazonné soit mis en place au sein ou à proximité du site dès la phase de chantier de sorte à éviter un visuel direct depuis le village de COINCY ;
- en complément, des arbres à hautes tiges complétés d'une haie arbustive soient implantés le long de la clôture située au Sud du site ;
- les arbres en question aient une hauteur minimale de 5 mètres au moment de leur plantation.

2.3 Avis émis lors de l'enquête publique

a) Nuisances sonores :

Les principales sources de bruit sont :

- la circulation des véhicules sur les axes routiers ;
- la circulation des camions et engins de manutention sur le site : seule la circulation de camions se fera à l'extérieur du bâtiment. Toutes les autres activités de manutention se feront à l'intérieur du bâtiment ;
- les groupes frigorifiques des camions transportant des marchandises réfrigérées ;
- certaines installations du site : compacteurs à déchets, groupe sprinklage, équipements frigorifiques en toiture, chaufferie, local de production de froid, groupe électrogène.

Concernant le bruit en provenance des axes routiers, il apparaît que l'augmentation du trafic en lien avec le projet reste modérée et que les camions de livraison ou d'expédition n'emprunteront pas les axes traversant les centres des communes de COINCY et MONTOY-FLANVILLE.

Au niveau du site, la circulation des camions autour du bâtiment se fera en sens unique pour fluidifier les flux. Les camions devront couper leur moteur lors du chargement et du déchargement. L'exploitant devra mettre en place des prises électriques en nombre suffisant au niveau des quais et des aires de stationnement du site pour alimenter les groupes frigorifiques des camions. Par ailleurs, la création d'un merlon de terre réduisant la propagation du bruit est prévu au Sud du site (côté COINCY) par l'exploitant dès la phase de chantier. Ces différentes mesures sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'utilisation des compacteurs à déchets sera limitée à la plage horaire 7h-19h. Concernant les autres installations, l'exploitant s'engage à mettre en place des équipements isolés phoniquement.

Un objectif de résultat sur la maîtrise des niveaux sonores est fixé à l'exploitant dans le projet d'arrêté préfectoral via l'imposition d'une émergence admissible maximale au niveau des premières zones habitées des communes de COINCY et MONTOY-FLANVILLE.

Une mesure de contrôle de bruit est d'ailleurs prévue dans un délai de 6 mois après la mise en service de l'établissement puis a minima tous les 3 ans. Ces contrôles seront réalisés par un organisme indépendant et selon les normes réglementaires.

b) Trafic routier :

Le flux de véhicules lié à l'activité de la plateforme logistique représentera une augmentation de l'ordre de 7,4% du trafic empruntant actuellement la RD603 (chiffres de 2012). La part de poids lourds passera de 7 à 9,4%.

Il n'y aura pas de traversée de poids lourds dans les centres-villes de COINCY et de MONTROY-FRANVILLE. Si les gestionnaires de ces routes souhaitent interdire la traversée aux poids lourds, la société LIDL a indiqué qu'elle n'y voyait aucun problème.

Les travaux de mise en place d'un carrefour giratoire permettant de réguler le trafic à l'intersection entre la RD603, la RD69 et la RC5 puis l'accès à la zone d'activités actuelle et sa future extension sont désormais terminés.

L'exploitant devra disposer sur son site d'aires suffisamment dimensionnées pour permettre le stationnement de l'ensemble des camions en attente de chargement ou de déchargement. Cette mesure est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral.

c) Intégration paysagère :

La plateforme logistique comportera un seul bâtiment présentant plusieurs hauteurs pour limiter l'effet masse : 7 m pour les locaux techniques, 9 m pour les bureaux, 10 à 12 m pour certaines cellules de l'entrepôt et moins de 16 m pour les cellules les plus hautes.

Les zones les plus utilisées seront positionnées du côté de la RD603, le parking des véhicules légers est prévu sur le site du côté de COINCY pour éloigner le bâtiment des limites de propriété.

Pour apprécier l'intégration paysagère du projet, la société LIDL a réalisé à l'issue de l'enquête publique un plan coupé tenant compte du relief et de la hauteur relative des bâtiments. La surface bleue correspond à la zone où le bâtiment est entièrement masqué (y compris les plus hautes cellules) par des arbres de 10 m de hauteur implantés en bordure du site.



Illustration n°2 : plan coupé sur le cône de masquage généré par des arbres de 10 m de hauteur

L'exploitant a par ailleurs réalisé des montages photographiques pour illustrer l'intégration paysagère de son site :



Illustration n°3 : vue de l'entrepôt côté Sud, avant les premières habitations de COINCY



Illustration n°4 : vue de l'entrepôt perpendiculairement à la longueur, sans fuite à l'horizon

Des arbres à hautes tiges seront implantés au bord de la clôture du côté de COINCY pour masquer le bâtiment. Une hauteur minimale de 5 m pour ces arbres lors de leur plantation est imposée par le projet d'arrêté préfectoral pour que cette mesure d'intégration paysagère soit rapidement efficace. Sur la base de la recommandation du Commissaire-Enquêteur, un merlon de terre engazonné sera mis en place dès la phase de chantier du côté de COINCY. Par ailleurs, l'ensemble des espaces libres en périphérie du bâtiment devra être végétalisé.

A noter que l'exploitant est favorable à la participation d'un comité intégrant des riverains pour choisir les essences des arbres et les modalités d'implantation.

d) Pollution atmosphérique :

Le projet de plateforme logistique de la société LIDL ne comporte pas de process générant en lui-même des rejets atmosphériques. Seuls des équipements auxiliaires ou connexes (chaudières, charge de batteries, distribution de carburant) seront à l'origine d'émissions atmosphériques mais ces équipements seront limités par leur taille (faible volume ou puissance d'activité) et couverts par la réglementation nationale correspondante.

Les véhicules de transport liés à l'activité du site seront également à l'origine d'émissions atmosphériques. Il sera toutefois imposé à l'exploitant que les moteurs des camions soient coupés lors des opérations de chargement et de déchargement. L'exploitant a par ailleurs prévu de ne faire appel qu'à des poids lourds respectant les normes européennes EURO 5 a minima.

Par ailleurs, il est rappelé que les camions ne traverseront pas les communes de COINCY et MONTROY-FLANVILLE.

e) Odeurs :

Les déchets alimentaires seront traités dans la journée via le passage dans un compacteur étanche. Cette mesure a été reprise dans le projet d'arrêté préfectoral.

Par ailleurs, cet arrêté prévoit un objectif de résultat, avec l'obligation pour l'exploitant de ne pas générer de gaz odorant susceptible d'incommoder le voisinage.

f) Concertation / information :

Le Commissaire-Enquêteur précise dans son rapport que toutes les exigences réglementaires relatives à la participation du public au cours de la procédure d'autorisation ont été respectées.

g) Patrimoine :

Au regard du niveau de maîtrise des risques qui s'impose à l'exploitant et des nuisances résiduelles, il n'apparaît pas d'élément factuel de nature à avoir une incidence sur la valeur vénale des biens dans l'environnement du site projeté.

h) Pollution lumineuse :

Le projet d'arrêté préfectoral impose à l'exploitant un objectif de résultat, les installations ne devant pas être à l'origine d'émissions lumineuses pouvant engendrer des nuisances pour le voisinage. A cette fin, les éclairages extérieurs devront être orientés vers le sol.

En complément, l'exploitant devra mettre en œuvre les mesures permettant de limiter au plus bas niveau possible la pollution lumineuse vers le ciel, par exemple via la mise en place de réflecteurs sur les éclairages.

i) Proximité des installations :

Les installations projetées respectent les distances minimales d'éloignement réglementaire. Des erreurs de distance avaient été repérées par l'Inspection dans la première version du dossier déposé par l'exploitant, version considérée non recevable. Les erreurs avaient été corrigées dans la nouvelle version qui a fait l'objet de l'enquête publique mais certains riverains s'étaient procurés la première version du dossier, suscitant dès lors des interrogations sur la réalité des distances.

j) Présence d'une ligne électrique :

Dans son avis, l'URM a confirmé que la ligne électrique située sur le terrain du projet serait enterrée (travaux réalisés à ce jour) et que les lignes à proximité ne nécessitent aucune mesure particulière de sécurité.

k) Risques accidentels :

Le thème des risques accidentels fut très peu mentionné dans les observations formulées lors de l'enquête publique alors qu'il constitue un enjeu important sur ce type d'installation.

L'accidentologie et l'analyse des risques montrent que le risque prépondérant à retenir pour le site est l'incendie, du fait de la présence de quantités importantes de matières combustibles.

Les activités connexes telles que la charge des batteries, le chauffage au gaz et l'utilisation d'ammoniac peuvent également présenter des risques pour l'environnement. Ces installations disposeront des mesures de sécurité prévues par la réglementation en lien avec leur puissance (régime déclaratif).

Afin de limiter la probabilité de survenue d'un incendie de tout ou partie de l'entrepôt et ses conséquences, l'exploitant mettra en place l'ensemble des mesures de prévention et de protection listées au paragraphe II.5.4. Le projet d'arrêté préfectoral reprend ces mesures et fixe des obligations de contrôles périodiques et de maintenance des équipements correspondants.

Malgré ces mesures, des effets irréversibles sortent des limites du site tout en restant compatibles avec la réglementation en vigueur. Un rapport sera rédigé en parallèle en vue d'un porter à connaissance de ces risques pour une prise en compte dans les documents d'urbanisme.

l) Phase chantier

En vue de limiter les nuisances lors de la phase de chantier, le projet d'arrêté préfectoral prévoit notamment les mesures suivantes :

- la mise en place d'un merlon de terre engazonné dès la phase de chantier de sorte à éviter un visuel direct depuis le village de COINCY et de limiter la propagation du bruit ;
- les dispositions nécessaires (sens de circulation, vitesse limite, configuration du site, ...) pour limiter le bruit émis par les véhicules et engins de chantier ;
- l'interdiction de l'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

m) Stationnement des camions

Afin d'éviter le stationnement gênant des camions autour du site, le projet d'arrêté préfectoral impose à l'exploitant la mise en place d'une aire de stationnement sur le site suffisamment dimensionnée pour recevoir l'ensemble des camions en attente de chargement et de déchargement, 24h/24, 7j/7.

n) Période et durée de l'enquête publique

Au regard des éléments du rapport du Commissaire-Enquêteur et des textes en vigueur, la période et la durée de l'enquête publique étaient conformes à ce que prévoit la réglementation.

o) Qualité du dossier

Une première version du dossier de demande d'autorisation d'exploiter avait été déposée par l'exploitant en 2012. Cette version avait été considérée comme non recevable au regard des exigences fixées par le Code de l'Environnement.

Certains riverains s'étaient procurés cette version non recevable du dossier et ont formulé des remarques sur cette base ; ceci fut à l'origine de certaines mauvaises interprétations.

Le nouveau dossier déposé par la société LIDL en avril 2013 était complet et régulier, c'est cette version qui a fait l'objet de l'enquête publique. Les éléments de ce dossier sont apparus suffisants et proportionnés aux enjeux pour permettre à chacun d'émettre un avis.

En parallèle de l'enquête publique ainsi qu'à son issue, des compléments techniques ont été fournis par l'exploitant en vue de répondre aux diverses demandes. Le projet d'arrêté préfectoral proposé fixe les prescriptions correspondantes sur les thèmes évoqués ci-dessus. Ces prescriptions tiennent compte de l'éclairage apporté par les commentaires exprimés lors de l'enquête publique.

3. Amélioration du dossier et de la maîtrise des risques en lien avec l'instruction du dossier

L'instruction du dossier et les différents avis émis ont notamment permis d'accroître la connaissance des risques et nuisances ainsi que leur maîtrise sur les points suivants :

- meilleure prise en compte de l'environnement du site (distances d'éloignement, intégration des zones constructibles, ...) ;
- identification d'une activité ICPE supplémentaire soumise à autorisation (stockage de solides facilement inflammables) ;
- prise en compte de la cellule 7 dans les activités d'entreposage et des risques associés ;
- meilleure prise en compte de l'intégration paysagère du site ;
- meilleure identification des stockages de liquides inflammables ;
- détermination de l'usage futur du site en cas de cessation d'activité ;
- meilleure prise en compte des nuisances liées au trafic en lien avec l'activité du site ;

- compatibilité des rejets des effluents aqueux avec la capacité de la station d'épuration de COINCY ;
- prise en compte de la pollution lumineuse, y compris sur la qualité du ciel en période nocturne ;
- comptabilité de la gestion des eaux d'extinction incendie avec l'intervention des services de secours ;
- gestion des eaux usées des locaux techniques ;
- prise en compte de l'ensemble des zones d'émergence réglementée pour le bruit ;
- choix de la filière de traitement des déchets alimentaires ;
- calculs des distances d'effets en cas d'incendie ;
- meilleure prise en compte du risque lié aux fumées en cas d'incendie ;
- réévaluation du débit requis pour l'extinction d'un incendie.

IV – Proposition de l'Inspection

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par la société LIDL et les éléments complémentaires apportés par l'exploitant au cours de l'instruction sont en relation avec l'importance des enjeux environnementaux.

L'Inspection des Installations Classées donne un avis favorable au projet sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté ci-joint.

Nous proposons à M. le Préfet de la Moselle de soumettre à l'avis des membres du CODERST ce projet d'arrêté préfectoral visant à autoriser la société LIDL à exploiter une plateforme logistique sur le territoire des communes de MONTROY-FRANVILLE et de COINCY ainsi que ses équipements connexes tels que présentés dans le dossier de demande.

Ce projet d'arrêté est établi en particulier à partir des éléments suivants :

- dossier de demande d'autorisation et ses compléments ;
- questions apparues au cours de l'enquête publique et de l'enquête administrative ;
- précisions apportées par la société LIDL à la suite de ces enquêtes ;
- textes réglementaires en vigueur.

Les prescriptions proposées permettent d'encadrer les éventuels risques et nuisances liés au fonctionnement de l'établissement.

L'exploitant a été consulté sur ce projet d'arrêté et n'a pas formulé d'observation.

Par ailleurs, compte tenu du fait que certaines zones d'effets générés par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les installations sortent du site (pas à hauteur d'homme mais à une certaine hauteur), un porter à connaissance sera effectué dans un rapport séparé sur le sujet.

**Arrêté préfectoral autorisant la société LIDL à exploiter
une plateforme logistique
sur le territoire des communes de MONTROY-FLANVILLE et de COINCY**

Vu la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2006/11/CE du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du livre II du Code de l'Environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

Vu la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

Vu la circulaire du 23 mars 2010 relative à l'adaptation des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 ;

Vu l'arrêté S.G.A.R. n°2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondant ;

Vu la demande présentée le 2 août 2012 complétée le 5 avril 2013 par la société LIDL dont le siège social est situé rue Charles PEGUY – 67200 STRASBOURG-HAUTEPIERRE en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une plateforme logistique sur le territoire des communes de MONTROY-FLANVILLE et de COINCY sur la ZAC La Planchette ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande et ses compléments ;

Vu la décision en date du 7 mai 2013 du Président du Tribunal Administratif de Strasbourg portant désignation du Commissaire-Enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral N°2013-DLP/BUPE-142 en date du 21 mai 2013 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 1 mois du 1^{er} au 30 juillet 2013 inclus sur le territoire des communes de MONTROY- FLANVILLE, COINCY et OGY ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux d'OGY, de MONTROY- FLANVILLE et de COINCY ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu l'avis en date du 28 juin 2013 du CHSCT de l'établissement ;

Vu le rapport et les propositions en date du... de l'Inspection des Installations Classées ;

Vu l'avis en date du... du CODERST au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

CONSIDERANT l'environnement rural du site et la nécessité de mesures permettant l'intégration paysagère des installations, la prévention des nuisances sonores et celle des nuisances lumineuses ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société LIDL enregistrée sous le numéro SIREN 343 262 622 et dont le siège social est situé au 35 rue Charles PEGUY – 67200 STRASBOURG-HAUTEPIERRE est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de MONTROY-FLANVILLE et de COINCY, sur la Zone d'Activités La Planchette, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration et déclaration avec contrôle sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas spécifiquement régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Régime
1510-1	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 1. supérieur ou égal à 300 000 m ³	Cellule 1 : 5930 m ² et 12 m sur bac au faitage soit un volume de 71 160 m ³ Cellule 2 : 5882 m ² et 12 m sur bac au faitage soit un volume de 70 584 m ³ Cellule 3 : 5882 m ² et 15,35 m sur bac au faitage soit un volume de 90 289 m ³ Cellule 4 : 5982 m ² et 15,35 m sur bac au faitage soit un volume de 91 824 m ³ Cellule 5 : 5940 m ² et 15,35 m sur bac au faitage soit un volume de 91 179 m ³ Cellule 7 (dite pool palettes) : 5067 m ² et 15,35 m de hauteur au faitage soit un volume de 77 779 m ³ Soit un volume maximal total de 492 815 m ³ (hors cellule 6 entièrement frigorifique)	A

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Régime
1450-2.a	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques 2.a) emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	Stockage d'allumes feu, pour une quantité maximale de 2,7 tonnes	A
1511-2	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 150 000 m ³	Divers chambres et zones froides à température positive au sein des cellules 4 et 5 ainsi que l'ensemble de la cellule 6 à température négative pour un volume maximal total utile de 140 300 m ³ .	E
1136-B.c	Ammoniac (emploi ou stockage de l') B. Emploi La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) supérieure ou égale à 150 kg, mais inférieure ou égale à 1,5 t	Quantité maximale de 1 470 kg	DC
1172-3	Dangereux pour l'environnement -A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 3. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Bidons d'eau de javel pour une quantité maximale de 90 t	DC
1432-2.b	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	1 cuve enterrée de 20 m ³ de gasoil (cat. C) pour le groupe électrogène, avec double enveloppe et système de détection de fuite 1 cuve enterrée de 20 m ³ de gasoil non-routier (cat. C) pour l'alimentation des groupes froids des camions frigorifiques, avec double enveloppe et système de détection de fuite 1 cuve enterrée de 50 m ³ de gasoil (cat. C) pour la distribution aux véhicules, avec double enveloppe et système de détection de fuite 1 cuve aérienne de fioul de 1,2 m ³ (cat. C) pour le groupe sprinklage Stockage de dissolvants avec point éclair de -4°C (cat. A) : 0,72 m ³ Soit une capacité maximale totale équivalente de 11,04 m ³	DC
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuse ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du Code de l'Environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Inférieure à 1 t	Transit de piles usagées pour une quantité maximale présente dans l'installation de 600 kg	DC

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Régime
2910-A2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>La puissance thermique maximale de l'installation (quantité maximale de combustible exprimée en PCI susceptible d'être consommée par seconde), étant :</p> <p>2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Chaudière alimentée au gaz pour la production eau chaude et chauffage, d'une puissance de 1 900 kW</p> <p>Groupe électrogène alimenté en fioul, d'une puissance de 1 600 kW</p> <p>Soit une puissance thermique maximale totale de 3,5 mW</p>	DC
1530-3	<p>Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p>	Papiers absorbants, mouchoirs, papiers toilettes, ... pour un volume maximal de 6 000 m ³ répartis dans les cellules	D
1532-2	<p>Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p>	Palettes vides en bois pour un volume maximal de 2 000 m ³	D
2255-3	<p>Alcools de bouche d'origine agricole, eaux de vie et liqueurs (stockage des)</p> <p>Lorsque la quantité stockée de produits dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40%, susceptible d'être présente est :</p> <p>3. supérieure ou égale à 50 m³ mais inférieur à 500 m³</p>	Alcools de bouche pour un volume maximal de 250 m ³	D
2662-3	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>3. Supérieure ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³</p>	Balles plastiques pour un volume maximal de 900 m ³	D
2663-2c	<p>Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>c) supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 10 000 m³</p>	Produits non alimentaires (bricolage, électroménagers, jouets, ...) pour un volume maximal de 9 500 m ³	D
2714-2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³</p>	Transit et regroupement de 200 m ³ de plastiques et de 200 m ³ de cartons soit un volume maximal total de 400 m ³	D
2921-2	<p>Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de)</p> <p>2. Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »</p>	1 installation de type « circuit primaire fermé »	D
2925	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d')</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	Local de charges de batteries de chariots élévateurs électriques pour une puissance maximale de 200 kW	D
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, et comprimant ou utilisant	Compresseur d'ammoniac avec une puissance absorbée de 650 kW	NC

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Régime
	des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant inférieure à 10 MW		
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6 t	Stockage d'aérosols pour une quantité maximale totale de 5 tonnes	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant inférieure à 100 m ³	Distribution de gazole aux camions de livraison pour un volume annuel de 250 m ³ soit un volume équivalent maximal distribué de 50 m ³ /an	NC
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m ³	Transit et regroupement de déchets alimentaires avec un volume maximal de 50 m ³ /jour	NC

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec Contrôle) ou NC (Non Classé)

En dehors des produits et substances visés par une rubrique au sein du tableau ci-dessus, les produits stockés dans les cellules sont uniquement constitués de produits de grande consommation (agroalimentaire, hygiène, parfumerie, entretien ménager, textile, bricolage, décoration et petit électroménager) et de matériels destinés à l'équipement et la maintenance courante des magasins desservis.

Le stockage au sein de l'entrepôt de matières comburantes, explosives, inflammables ou dangereuses pour l'environnement y compris au sein des familles de produits citées à l'alinéa précédent, est interdit, sauf :

- l'eau de javel et produits avec javel, uniquement stockés dans la cellule 3 ;
- les aérosols contenant des gaz liquéfiés inflammables et les dissolvants, uniquement stockés dans la cellule 3 ;
- les produits « allume feu », solides inflammables, uniquement stockés dans la cellule 3.

La hauteur réelle de stockage (haut des palettes) au sein des différentes cellules est limitée à :

- 10 m pour les cellules 1 et 2 ;
- 12 m pour les cellules 3, 4, 5, 6 et le pool palettes ; cette hauteur est par ailleurs abaissée à 10,6 m pour les marchandises classées dans le groupe A selon le référentiel FM.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
MONTOY- FLANVILLE	34, 35 et 343	ZA la Planchette
COINCY	40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47 et 48	ZA la Planchette

ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comporte une surface totale imperméabilisée (enrobés + emprise des bâtiments) de 86 500 m² au maximum.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Avant la mise en service de l'entrepôt, l'exploitant transmet au Préfet une attestation de conformité aux dispositions du présent arrêté, établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le Préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.5.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.5.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.3. EQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du Code de l'Environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ;
- la vidange, le nettoyage, le dégazage et le cas échéant la décontamination des cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion. Elles sont si possible enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.6 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
18/07/2011	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2718
14/10/2010	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2714
15/04/2010	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
19/11/2009	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1136 (emploi et stockage d'ammoniac)
07/07/2009	Arrêté ministériel relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
30/09/2008	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
15/01/2008	Arrêté ministériel relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
29/05/2005	Arrêté ministériel relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
13/12/2004	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de

	l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air
05/08/2002	Arrêté ministériel relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510
29/05/2000	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d') "
14/01/2000	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 (Stockage de polymères : matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)
14/01/2000	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (Stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques])
23/12/1998	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1172 : Dangereux pour l'environnement, A - Très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances)
22/06/1998	Arrêté ministériel relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes
02/02/1998	Arrêté ministériel relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation
25/07/1997	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion
23/01/1997	Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

ARTICLE 1.7.1. RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code Minier, le Code Civil, le Code de l'Urbanisme, le Code du Travail et le Code Général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 2.1.3. HORAIRES DE FONCTIONNEMENT

Les approvisionnements de l'établissement et les expéditions ne sont pas autorisés du samedi soir à 22h jusqu'au dimanche soir à 22h.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Les dispositions prises pour assurer une utilisation rationnelle de l'énergie sont notamment les suivantes :

- isolation thermique de l'entrepôt ;
- éclairage naturel zénithal et en façade de l'entrepôt ;
- récupération d'énergie sur la production frigorifique ;
- coupure automatique de l'éclairage artificiel via des capteurs de lumière en cas de luminosité suffisante dans l'entrepôt.

CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.4.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

ARTICLE 2.4.2. STATIONNEMENT DES CAMIONS

Une aire sur le site permet le stationnement de l'ensemble des camions en attente de chargement et de déchargement, 24h/24, 7j/7.

Les véhicules en stationnement sont situés à une distance d'au moins 10 mètres du bâtiment ou isolés par une paroi EI 120, y compris pour les camions dont les groupes frigorifiques nécessitent une alimentation électrique en dehors des périodes de chargement/déchargement.

ARTICLE 2.4.3. ESTHETIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

L'ensemble des espaces libres en périphérie du bâtiment est végétalisé. Un merlon de terre engazonné est mis en place au sein ou à proximité du site dès la phase de chantier de sorte à éviter un visuel direct depuis le village de COINCY. En complément, des arbres à hautes tiges complétés d'une haie arbustive sont implantés le long de la clôture située au Sud du site. Les arbres ont une hauteur minimale de 5 mètres au moment de leur plantation.

Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.

ARTICLE 2.4.4. PREVENTION DES NUISANCES LUMINEUSES

Les installations ne sont pas à l'origine d'émissions lumineuses pouvant engendrer des nuisances pour le voisinage. En particulier, les éclairages extérieurs sont orientés vers le sol.

Sauf raison de sécurité, les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux et les éclairages extérieurs le sont une heure au plus tard après la fin des activités et des passages.

En complément, l'exploitant met en œuvre les mesures permettant de limiter au plus bas niveau possible la pollution lumineuse vers le ciel (par exemple mise en place de réflecteurs sur les éclairages, occultation des parois translucides des locaux éclairés en période nocturne, ...).

CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

ARTICLE 2.5.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.6.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des Installations Classées.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 2.7.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté : ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces éléments sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins d'eau ou dans des canaux à ciel ouvert.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que les moteurs des poids lourds soient mis à l'arrêt lors de leur déchargement et de leur chargement.

ARTICLE 3.1.5. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, bâtiments fermés,...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Installations raccordées	Combustible	Autres caractéristiques
1	chaufferie	gaz	équipée d'un brûleur bas-NOx
2	groupe électrogène	fioul	

ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

	Hauteur mini en m	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	15,9	5
Conduit N 2	15,9	25

La durée maximale de fonctionnement du groupe électrogène est de 600 heures par an. Le comptage des heures de fonctionnement est enregistré en continu ou a minima mensuellement et est tenue à disposition de l'Inspection.

ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1	Conduit n°2
Concentration en O ₂ de référence	3%	3%
Poussières	5	50
SO ₂	35	170
NO _x en équivalent NO ₂	150	200

ARTICLE 3.2.5. SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS

L'exploitant fait effectuer au moins tous les ans, par un organisme agréé par le Ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté, de la teneur en oxygène et des polluants réglementés dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur.

Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en monoxyde de carbone et hydrocarbures non méthaniques sont déterminées.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³)
Réseau public	MONTOY- FLANVILLE	39 000

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'Article 4.3.1. ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature.

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

1. les **eaux pluviales** ;
2. les **eaux usées des locaux techniques** : les purges et vidanges des chaudières, des circuits de refroidissement, des groupes de production de froid, ... ;
3. les **eaux domestiques** (dont les eaux de lavage des sols hors pollution) ;
4. les **eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie** (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

La superficie maximale des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de : 86 000 m².

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de (pré-)traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin le fonctionnement des installations concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

Les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé sont également mentionnés sur ce registre.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées (Lambert II étendu) en sortie de site	X=887933, Y=2464558
Nature des effluents	Eaux pluviales
Débit maximum horaire(m³/h)	90
Exutoire du rejet en sortie du site	Réseau communal des eaux pluviales de COINCY
Milieu naturel récepteur final	Ruisseau Dame Jeannette (masse d'eau Ruisseau de Vallières) en sortie du réseau communal

Point de rejet codifié par le présent arrêté	N°2
Coordonnées (Lambert II étendu) en sortie de site	X=887935, Y=2464557
Nature des effluents	Eaux domestiques
Débit maximum horaire(m³/h)	40
Exutoire du rejet en sortie du site	Réseau communal des eaux usées de COINCY
Milieu naturel récepteur final	Ruisseau Dame Jeannette (masse d'eau Ruisseau de Vallières) en sortie du réseau communal
Coordonnées PK du rejet final dans le milieu récepteur	997.78 km sur le cours d'eau codifié A7890350
Coordonnées (Lambert II étendu) du rejet final dans le milieu récepteur	X=887521, Y=2464421

Point de rejet codifié par le présent arrêté	N°3
Coordonnées (Lambert II étendu) en sortie de site	X=887935, Y=2464557
Nature des effluents	Eaux usées des locaux techniques
Débit maximum horaire(m³/h)	40
Exutoire du rejet en sortie du site	Réseau communal des eaux usées de COINCY
Milieu naturel récepteur final	Ruisseau Dame Jeannette (masse d'eau Ruisseau de Vallières) en sortie du réseau communal
Coordonnées PK du rejet final dans le milieu récepteur	997.78 km sur le cours d'eau codifié A7890350

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la Santé Publique.

Le raccordement à une station d'épuration collective n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) a la capacité et est apte à acheminer et traiter l'effluent généré par le site ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions.

Article 4.3.6.2. Aménagement

4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX COLLECTÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers les réseaux ou milieu récepteur autorisés à les recevoir.

Article 4.3.8.1. Gestion des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur par une station d'épuration collective ou à défaut par un dispositif d'assainissement autonome.

Article 4.3.8.2. Gestion des eaux pluviales

4.3.8.2.1 Réseaux de collecte et traitement des eaux

Les eaux pluviales sont collectées et dirigées vers un bassin de régulation d'un volume minimal de 2 840 m³. Ces eaux sont ensuite prétraitées dans un déboureur-décanteur d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau communal d'eaux pluviales de COINCY puis rejet dans la masse d'eau du ruisseau de Vallières.

Ce déboureur-décanteur est équipé d'un obturateur automatique ainsi que d'une alarme optique et acoustique.

En amont du bassin de régulation, le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de vannes à double commande (manuelle et asservie au déclenchement du sprinklage et de la détection incendie de l'entrepôt).

Les eaux pluviales issues de la zone de dépotage de la station carburant font l'objet d'un pré-traitement spécifique avant de rejoindre les autres eaux pluviales collectées sur le site : elles passent par un séparateur à hydrocarbures équipé d'un débourbeur et d'un obturateur automatique avec alarme optique et acoustique. Ce dispositif piège les hydrocarbures et les matières décantables contenues dans les eaux de ruissellement.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des autres effluents.

4.3.8.2.2 Valeurs limites d'émission pour le rejet des eaux pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet vers le bassin de régulation interne, les valeurs limites en concentration suivantes pour les eaux pluviales issues de la zone de dépotage de la station carburant :

Paramètre	Concentration instantanée maximale (mg/l)	Fréquence de surveillance
Hydrocarbures totaux	5	Annuelle

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le réseau communal des eaux pluviales, les valeurs limites en concentration suivantes pour les eaux pluviales du site :

Paramètre	Concentration maximale sur prélèvement 24h (mg/l)	Fréquence de surveillance
Hydrocarbures totaux	5	Annuelle
MES	100	Annuelle
DCO	300	Annuelle
DBO5	100	Annuelle

Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent également les conditions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le réseau communal est de 3l/s/ha, soit 25l/s.

Article 4.3.8.3. Gestion des eaux usées des locaux techniques

4.3.8.3.1 Réseaux de collecte et traitement de ces eaux usées

Les eaux usées issues des locaux techniques sont collectées et rejetées, sous réserve du respect de la réglementation en vigueur, dans le réseau communal de COINCY avant rejet final dans la masse d'eau du ruisseau de Vallières. Elles peuvent également être évacuées comme des déchets dans les conditions prévues au Titre 5 du présent arrêté.

Il est interdit de rejeter ces eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales.

En amont du rejet dans le réseau communal, le réseau de collecte des eaux usées des locaux techniques est équipé de vannes à double commande (manuelle et asservie au déclenchement du sprinklage et de la détection incendie de l'entrepôt).

4.3.8.3.2 Valeurs limites d'émission pour le rejet de ces eaux usées

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le réseau communal des eaux usées, les valeurs limites en concentration suivantes pour les eaux usées des locaux techniques du site :

Paramètre	Concentration maximale sur prélèvement 24h (mg/l)	Fréquence de surveillance
MES	600	Annuelle
DCO	2000	Trimestrielle
Azote globale (exprimé en N)	150	Annuelle
Phosphore total (exprimé en P)	50	Annuelle
AOX	1	Trimestrielle
Métaux totaux	15	Annuelle
Etain et composés sur échantillon brut (exprimé en Sn)	2 mg/l dont 0,05 mg/l pour chacun des composés tributylétain cation et oxyde de tributylétain	Annuelle
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en Cr)	0,5 mg/l dont 0,1 mg/l pour le chrome hexavalent et ses composés	Annuelle
Cyanures	0,1	Annuelle
Fer et composés sur échantillon brut (exprimé en Fe)	5	Annuelle
Plomb et composés sur échantillon brut (exprimé en Pb)	0,5	Annuelle
Nickel et composés sur échantillon brut (exprimé en Ni)	0,5	Annuelle
Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As)	0,05	Annuelle
Cuivre et composés sur échantillon brut (exprimé en Cu)	0,5	Annuelle
Zinc et composés sur échantillon brut (exprimé en Zn)	2	Annuelle
THM (TriHaloMéthane)	1	Trimestrielle
Chlorures	sans VLE	Trimestrielle
Bromures	sans VLE	Trimestrielle

En complément, l'exploitant présente dans une fiche de stratégie de traitement préventif les autres substances susceptibles d'être rejetées dans les eaux usées des locaux techniques au regard des biocides et autres produits de traitement utilisés et y indique les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées. Cette fiche est mise à jour à chaque changement de biocides ou autres produits de traitement des circuits et est tenue à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Pour les substances figurant dans cette fiche de stratégie de traitement, les valeurs limites fixées par la réglementation en vigueur sont respectées en sortie de l'installation. L'exploitant met en place une surveillance annuelle de ces substances.

Article 4.3.8.4. Gestion des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie

Les eaux polluées lors d'un accident, y compris les eaux d'extinction d'incendie sont récupérées et traitées comme des déchets, sauf justification préalable de la compatibilité de leur rejet avec la qualité du milieu et du respect des normes de rejet en vigueur.

ARTICLE 4.3.9. SURVEILLANCE DES REJETS

L'exploitant fait effectuer par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des polluants réglementés dans les eaux pluviales avant rejet dans le réseau communal et dans les eaux usées avant rejet dans le réseau communal des eaux usées, selon les méthodes normalisées en vigueur et suivant les fréquences définies dans le présent chapitre. Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation.

Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 4.3.10. RECHERCHE DES SUBSTANCES DANGEREUSES DANS L'EAU

L'exploitant met en œuvre à compter du mois de juillet qui suit la mise en fonctionnement de l'installation autorisée, le programme de surveillance suivant au point de rejet interne des eaux usées des locaux techniques de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Milieu récepteur final	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
Eaux usées des locaux techniques, point de rejet N°3	Ruisseau de Vallières	Indice phénols Manganèse et composés (en Mn) Fluor et composés (en F) (dont fluorures) Alachlore Anthracène* Atrazine Benzène Diphényléthers bromés Cadmium et ses composés* Tétrachlorure de carbone Chloroalcanes C10-13* Chlorfenvinphos Chlorpyrifos (éthylchlorpyrifos) Pesticides cyclodiènes (Aldrine, Dieldrine, Endrine, Isodrine) DDT total 1,2-Dichloroéthane Dichlorométhane Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP) Diuron Endosulfan (somme des isomères)* Fluoranthène Naphthalène Hexachlorobenzène* Hexachlorobutadiène* Hexachlorocyclohexane (somme des isomères)* Isoproturon Mercure et ses composés* Nonylphénols * Octylphénols Pentachlorobenzène* Pentachlorophénol Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : Benzo(a)pyrène, Benzo(b)fluoranthène*, Benzo(k)fluoranthène*, Benzo(g,h,i)perylène*, Indeno(1,2,3-cd)pyrène*	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	Les limites de quantification pour chaque substance doivent répondre aux critères minimaux repris dans la circulaire du 5 janvier 2009

Nom du rejet	Milieu récepteur final	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
		Simazine Tétrachloroéthylène* Trichloroéthylène Trichlorobenzènes Trichlorométhane (chloroforme) Trifluraline Chlortoluron Oxadiazon Linuron 2,4 D et 2,4 MCPA Toluène Trichlorophénols 2,4,5-trichlorophénol 2,4,6-trichlorophénol Ethylbenzène Xylènes (Somme o,m,p) Biphényle Tributylphosphate (Phosphate de tributyle) Hexachloropentadiene 2-nitrotoluene 1,2 dichlorobenzène 1,2 dichloroéthylène 1,3 dichlorobenzène Oxyde de dibutylétain monobutylétain cation chlorobenzene Isopropyl benzène PCB (somme des congénères) Phosphate de tributyle 2-Chlorophénol Epichlorhydrine Acide chloroacétique 2 nitrotoluène 1,2,3 trichlorobenzène 3,4 dichloroaniline 4-chloro-3-méthylphénol			

Rapport de synthèse :

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 10 mois à compter du début de la campagne de mesure un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- Un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les six échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des six mesures et les limites de quantification pour chaque mesure ;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;

- Dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances. L'exploitant pourra notamment demander la suppression de la surveillance des substances présentes dans le rejet des eaux usées qui répondront à au moins l'une des trois conditions suivantes (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.1 et 3.2 qui la composent sont tous les deux respectés) :

1. Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;

2. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie pour cette substance ;

3. 3.1 Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à 10*NQE (norme de qualité environnementale ou, en l'attente de leur adoption en droit français, 10*NQEp, norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) ;

ET 3.2 Tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent).

- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance ;
- Le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets - Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux :

Les résultats des mesures du mois N réalisées sont transmis mensuellement à l'Inspection des Installations Classées par voie électronique avant la fin du mois N+2.

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la distribution et l'usage des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du Code de l'Environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'Environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du Code de l'Environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du Code de l'Environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du Code de l'Environnement.

Les biodéchets sont gérés conformément aux dispositions des articles L. 541-21-1 et R. 543-226 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des

eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Les déchets issus de produits alimentaires ou de produits susceptibles de fermenter sont conditionnés de façon étanche à l'air dans les 24h suivant leur production ou leur arrivée sur site.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

- déchets dangereux : 10 tonnes
- déchets non dangereux : 150 tonnes.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS GERES À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'Environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS GERES À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Seul le transit et regroupement des déchets identifiés ci-dessous **est** autorisé au sein de l'établissement, dans le respect de la réglementation en vigueur :

- 15 01 01
- 15 01 02
- 15 01 03
- 16 06 05
- 13 02 13*
- 20 01 33

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrant et sortant du site. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'Environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du Code de l'Environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du Code de l'Environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Code des déchets	Nature des déchets
13 05 02	Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures.
15 01 01	Emballages en papier/carton
15 01 02	Emballages en matières plastiques
15 01 03	Emballages en bois
20 01 33	Piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03, et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles.
20 01 36	D3E
20 02 01	Déchets biodégradables.
20 03 01	Déchets municipaux et assimilés en mélange

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de tonalités marquées, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES, ENGINS ET MACHINES

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Code de l'Environnement.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires (sens de circulation, vitesse limite, configuration du site, ...) pour limiter le bruit émis par les véhicules et engins de chantier.

Les bennes compacteuses des déchets ne peuvent être utilisées que de 7h à 19h.

Les aires de stationnement des véhicules en attente ainsi que les quais de chargement et d'expédition sont équipés de prises électriques adaptées et en nombre suffisant pour permettre l'alimentation des systèmes de réfrigération de ces véhicules sans fonctionnement de leur moteur à combustible.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs permettant le respect des valeurs admissibles définies à l'article précédent et doivent dans tous les cas respecter les limites suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
70 dB(A)	60 dB(A)

ARTICLE 6.2.3. MESURES PÉRIODIQUES

L'Inspection des Installations Classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations sur une durée représentative des activités.

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié indépendante de l'exploitant et selon les normes en vigueur. Ces contrôles sont effectués au minimum au niveau des points définis sur le plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'Inspection des Installations Classées peut demander. Les résultats commentés de ces mesures sont transmis à l'Inspection dans le mois suivant la réalisation des mesures.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

ARTICLE 6.3.1. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 GENERALITES

ARTICLE 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

ARTICLE 7.1.2. DISTANCES D'ÉLOIGNEMENT

L'autorisation d'exploiter est subordonnée à l'éloignement des parois extérieures de l'entrepôt par rapport :

- aux constructions à usage d'habitation, aux immeubles habités ou occupés par des tiers et aux zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et aux voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie ;
- aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, aux voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et aux voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets significatifs en cas d'incendie.

Ces distances d'éloignement tiennent compte des effets thermiques et des effets toxiques des fumées en cas d'incendie. Elles sont représentées sur la carte figurant en Annexe 2 du présent arrêté.

Par ailleurs, les parois extérieures de l'entrepôt sont implantées à une distance minimale de 23 mètres de l'enceinte de l'établissement.

ARTICLE 7.1.3. ETAT DES STOCKS

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du Travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 7.1.4. PROPRETE DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 7.1.5. CONTRÔLE DES ACCES

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, doit être mise en place en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie.

ARTICLE 7.1.6. CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Afin d'éviter les accidents et de limiter les nuisances sonores, la circulation des poids lourds s'effectuent en sens unique sur l'ensemble du site, sens indiqué par signalisation ou marquage.

ARTICLE 7.1.7. ETUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

ARTICLE 7.2.1. COMPORTEMENT AU FEU

De façon générale, les dispositions constructives de l'entrepôt visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu. Une étude technique démontrant ces aspects est tenue à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre parties de l'entrepôt, celui-ci vérifie les conditions constructives minimales suivantes :

- les murs extérieurs de la cellule 6 sont construits en matériaux M0 ; les autres murs extérieurs du bâtiment sont construits en matériaux a minima B S3 d0 ;
- la stabilité au feu de la structure est d'une heure ;
- la toiture et ses éléments de support sont réalisés en matériaux M0 et l'isolant thermique est réalisé en matériaux M0 ou M1 de Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
- la toiture et la couverture de toiture satisfont la classe BROOF T3 ;
- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées ;
- les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond coupe-feu de degré 2 heures ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication sont coupe-feu de degré 2 heures et sont munies d'un ferme-porte ;
- les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de "quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage, ou isolés par une paroi, un plafond et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous coupe-feu de degré 2 heures, sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

La chaufferie, le local technique des transformateurs, le local sprinklage, le local du groupe électrogène, le local de charge d'accumulateurs et le local de production de froid disposent chacun de murs et portes coupe-feu de degré 2 heures.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Afin de limiter l'augmentation de température des stockages pouvant y être sensibles, les façades exposées au Sud sont équipées de brise soleil ou de tout dispositif équivalent.

ARTICLE 7.2.2. COMPARTIMENTAGE ET AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR

Afin de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule à une autre, les cellules doivent respecter les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage doivent être des murs coupe-feu de degré minimum 2 heures ;
- les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs ;
- les ouvertures effectuées dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de galeries techniques, sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs ;
- les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles ;
- les parois séparatives doivent dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement et de 50 cm en saillie de façade dans la continuité de la paroi. La toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche placée le long des parois séparatives peut assurer cette protection sous réserve de justification.

ARTICLE 7.2.3. DÉTECTION INCENDIE

Les cellules de stockage disposent d'une détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Les détecteurs sont obligatoirement à haute sensibilité pour les cellules de stockage à froid négatif.

ARTICLE 7.2.4. CHAUFFERIE

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes EI30, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz ne sont pas autorisés dans les cellules de stockage.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.
Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.

ARTICLE 7.2.5. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

Article 7.2.5.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins, pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 7.2.5.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres ;
- la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres ;
- la pente inférieure à 15% ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et aux voies échelles et la voie engin.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt.

Article 7.2.5.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

À partir de la voie engin, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,80 mètres de large au minimum.

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;
- longueur minimale de 10 mètres ;
- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10%, permettant l'accès à chaque cellule sauf s'il existe des accès de plain-pied.

Article 7.2.5.4. Mise en station des échelles

Pour les cellules d'une hauteur supérieure à 15 mètres, un accès " voie échelle " est prévu pour chaque façade.

Pour toutes les autres cellules, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes.

Ces voies échelle sont directement accessibles depuis la voie engin.

Depuis ces voies, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. Ces voies respectent, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres ;
- la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres ;
- la pente au maximum de 10% ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130kN par essieu ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

ARTICLE 7.2.6. DÉSENFUMAGE

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux M0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées.

La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 2% de la superficie de chaque canton de désenfumage. Quatre exutoires sont au moins prévus pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire ne doit pas être inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Les commandes manuelles ne sont pas placées à l'intérieur de zones à température négative.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC) sont conformes à la norme en vigueur et permettent l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

En exploitation normale, leur réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.

Les DENFC présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonctions sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B300.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Pour les cellules équipées d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse pas se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

ARTICLE 7.2.7. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Ce réseau ne pouvant garantir un débit d'eau suffisant, une réserve d'eau d'au moins 600 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et connectée sur les poteaux incendie via un surpresseur pouvant fonctionner en toute occasion (y compris en cas de coupure du réseau électrique) et dès l'ouverture d'un de ses hydrants. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 300 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du réservoir de stockage ;
- d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie dans l'ensemble du bâtiment (hors locaux électriques, chambre froide négative et son plénum), conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur et alimenté par un réservoir d'au minimum 2 350 m³ ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des installations, sur les aires extérieures, à proximité immédiate de chacun des quais et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel.

L'exploitant vérifie la disponibilité effective des débits d'eau d'incendie avant la mise en service des installations de stockage.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les installations disposent de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1.

ARTICLE 7.2.8. OBSERVATION DU SENS DU VENT EN CAS D'ACCIDENT

L'exploitant dispose d'une ou plusieurs manches à air implantées de sorte à pouvoir observer le sens du vent en tout point du site et en toute circonstance.

CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.3.1. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont adaptées à ces risques, conçues pour être utilisées en atmosphère explosible et conformes à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7.3.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Les équipements techniques (systèmes de réchauffage électrique des encadrements de portes, résistances de dégivrage, soupapes d'équilibrage de pression, etc.) présents à l'intérieur des chambres froides ou sur les parois de celles-ci ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite.

En particulier, les câbles électriques les traversant sont pourvus de fourreaux non propagateurs de flamme, de manière à garantir l'absence de contact direct entre le câble et le parement du panneau ou de l'isolant, les parements métalliques devant être percés proprement et ébavurés. Les résistances électriques de réchauffage ne sont pas en contact direct avec les isolants.

En outre, les luminaires sont positionnés de façon à respecter une distance minimale de 20 centimètres entre la partie haute du luminaire et le parement inférieur du panneau isolant. Les autres équipements électriques sont maintenus à une distance d'au moins 5 centimètres entre la face arrière de l'équipement et le parement du panneau. Cette disposition n'est pas applicable aux câbles isolés de section inférieure à 6 millimètres carrés qui peuvent être posés sous tubes IRO fixés sur les panneaux.

Les câbles électriques forment un S au niveau de l'alimentation du luminaire pour faire goutte d'eau et éviter la pénétration d'humidité.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Les prises électriques destinées à l'alimentation des groupes frigorifiques des véhicules sont installées sur un support A2 s1 d0.

L'utilisation de chariots thermiques est interdite.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont de degré coupe-feu 2 heures. L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre conforme aux normes NF C 17 100 et NF C 17 102.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

ARTICLE 7.3.3. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers, des bureaux et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite). Les conduits de ventilation au sein de l'entrepôt sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

Les locaux de recharge de batteries des chariots automoteurs doivent être séparés des cellules de stockage par des parois et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ces parois et ces portes sont coupe-feu de degré 2 heures. La recharge des batteries est interdite hors des locaux de recharge.

ARTICLE 7.3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE GÉNÉRALES

Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2°) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;
- 4°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettier, les dispositions du point 4°) est applicable.

La quantité maximale de liquides (y compris liquides non dangereux) stockés dans une même cellule est de 2 000 m³.

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.

ARTICLE 7.3.5. CONDITIONS DE STOCKAGE DES MATIÈRES DANGEREUSES OU PARTICULIÈRES

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule.

De plus, les matières dangereuses doivent être stockées dans des cellules particulières en rez-de-chaussée.

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

Les aérosols sont uniquement stockés dans des cages grillagées ancrées au sol dont les mailles sont suffisamment serrées et résistantes pour retenir les projections des générateurs. Aucun stockage de matières inflammables ne sera présent à moins de 30 m du stockage des aérosols.

Les produits solides facilement inflammables sont entreposés dans des zones présentant une circulation d'air permanente et éloignées de toute source de chaleur potentielle (rayonnement solaire, aérotherme, ...). Ils sont stockés de sorte à ne pas accroître les risques accidentels de type incendie ni leurs effets. Ils sont tenus en permanence à une distance minimale de 3 mètres de tout élément porteur de la structure et des murs coupe-feu.

ARTICLE 7.3.6. MANIPULATION DES PALETTES

Afin de prévenir les chocs, accrochage et éventration de cartons, les fourches des appareils de manutention :

- sont épaissies et arrondies en bout ;
- ont une longueur ne dépassant pas la longueur des palettes.

ARTICLE 7.3.7. SYSTÈMES DE DÉTECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUES

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection d'incendie. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

La cellule n°6 est équipée d'un système de détection haute sensibilité avec transmission d'alarme à l'exploitation et à une société de surveillance extérieure. Le temps total entre le déclenchement de l'alarme et la première intervention est inférieur à 20 minutes. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de cette cellule, l'exploitant organise un test de ce dispositif en présence et hors présence de personnel sur le site. Ce test est renouvelé tous les ans.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. En plus de ces contrôles périodiques, l'exploitant réalise les vérifications hebdomadaires suivantes :

- au poste de contrôle : essai de la cloche alarme, relève des pressions, contrôle de fonctionnement des alarmes ;
- sur les sources d'eau : essais de démarrage et débits, pressions, fonctionnement des alarmes ;
- au tableau de signalisation : contrôle des signalisations et reports d'alarme.

La réalisation de ces vérifications et les constats correspondants sont enregistrés dans un registre tenu à disposition de L'inspection des Installations Classées.

Le réseau de têtes de sprinklage thermofusibles peut faire office de détection automatique d'incendie si l'installation d'extinction qui déclenche la circulation de l'eau actionne en parallèle une alarme transmise au poste de surveillance.

Pour les racks abritant des générateurs d'aérosols ou des liquides inflammables, des têtes de sprinklage sont installées en toiture mais aussi à des niveaux intermédiaires conformément aux règles de l'art.

CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.4.1. RETENTIONS ET CONFINEMENT

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée.

III. Pour les stockages qui sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Ces dispositions concernent également les quais de chargement et de déchargement des camions.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par dispositifs extérieurs aux installations.

Les matières canalisées sont collectées de manière gravitaire puis convergent vers une capacité spécifique extérieure au bâtiment. Les orifices d'écoulement doivent être munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est au minimum de 4 200 m³. Ce volume est assuré par un bassin de confinement d'au moins 3 100 m³ complété par une capacité de rétention propre au site au niveau des cours ; cette capacité de rétention doit rester en dehors des voies de circulation des engins

de secours. Les capacités de rétentions doivent être hydrauliquement liées (par débordement contrôlé, par siphon, par caniveau de liaison, ...) et les liquides à recueillir ne doivent pas traverser de zone non étanche.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les vannes concourant au dispositif de confinement sont asservies au déclenchement du sprinklage et à la détection incendie et disposent également d'un actionnement manuel. Des clapets anti-retour sont installés sur les canalisations d'assainissement ayant un débouché (regards, caniveaux, ...) au sein ou à proximité immédiate des zones de confinement.

Les vannes d'obturation permettant de former les capacités de rétention des eaux d'extinction d'un incendie et celles permettant l'évacuation de ces eaux vers ces capacités de rétentions font l'objet d'une procédure écrite de maintenance et de contrôle garantissant leur disponibilité en cas de besoin. Un test de manœuvre des vannes est réalisé a minima chaque trimestre. Les dates et la nature des actions de maintenance, contrôle et test de ces vannes sont enregistrées dans un carnet de suivi tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 7.5.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

ARTICLE 7.5.2. TRAVAUX

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis de feu " et en respectant une consigne particulière.

Le " permis de feu " et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis de feu " et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un " permis de feu ". Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 7.5.3. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" ou " permis de feu " pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte des eaux ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

ARTICLE 7.5.5. DÉGAGEMENTS POUR L'ÉVACUATION

Conformément aux dispositions du Code du Travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

En outre, le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 INSTALLATION UTILISANT DE L'AMMONIAC

Sans préjudice de l'application de l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1136, l'exploitant est tenu de respecter les prescriptions suivantes.

L'exploitant met en place toutes les mesures nécessaires pour éviter une corrosion des tuyauteries et équipements contenant de l'ammoniac, notamment :

- leur mise à la terre et la réalisation de liaisons équipotentielles ;
- l'utilisation de tuyauteries en INOX ou en acier équipées de bande grasse avec pare-vapeur ;
- des soudures réalisées avec des matériaux adaptés et par du personnel qualifié.

Les bouteilles de stockage d'ammoniac sont stockées à l'intérieur de la salle des machines. Cette salle des machines ne comporte aucun stock, même temporaire, de matière combustible.

La hauteur minimale du point de rejet de l'extracteur d'air de la salle des machines contenant l'ammoniac est de 10 m. Le débit d'extraction est au minimum de 7 000 m³/h lors du fonctionnement des extracteurs.

En vue de limiter la dispersion d'ammoniac en cas de fuite, un capotage étanche est en place autour des tuyauteries et organes situés à l'extérieur du local afin que l'ammoniac retourne en salle des machines en cas de fuite ou de rupture d'une tuyauterie. Un capteur de détection d'ammoniac est installé dans chaque gaine du capotage et est relié à la centrale de détection.

CHAPITRE 8.2 EPANDAGES

Tout épandage est interdit au sein de l'établissement.

CHAPITRE 8.3 PRÉVENTION DE LA LÉGIONELLOSE

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2921.

TITRE 9 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-EXECUTION

ARTICLE 9.1.1. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 9.1.2. PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'Environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de xxxx pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de xxxx fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du xxx - l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société xxx.

Une copie dudit arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal consulté, à savoir : xxxx

Un avis au public sera inséré par les soins de la Préfecture et aux frais de la société xxx dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 9.1.3. EXECUTION

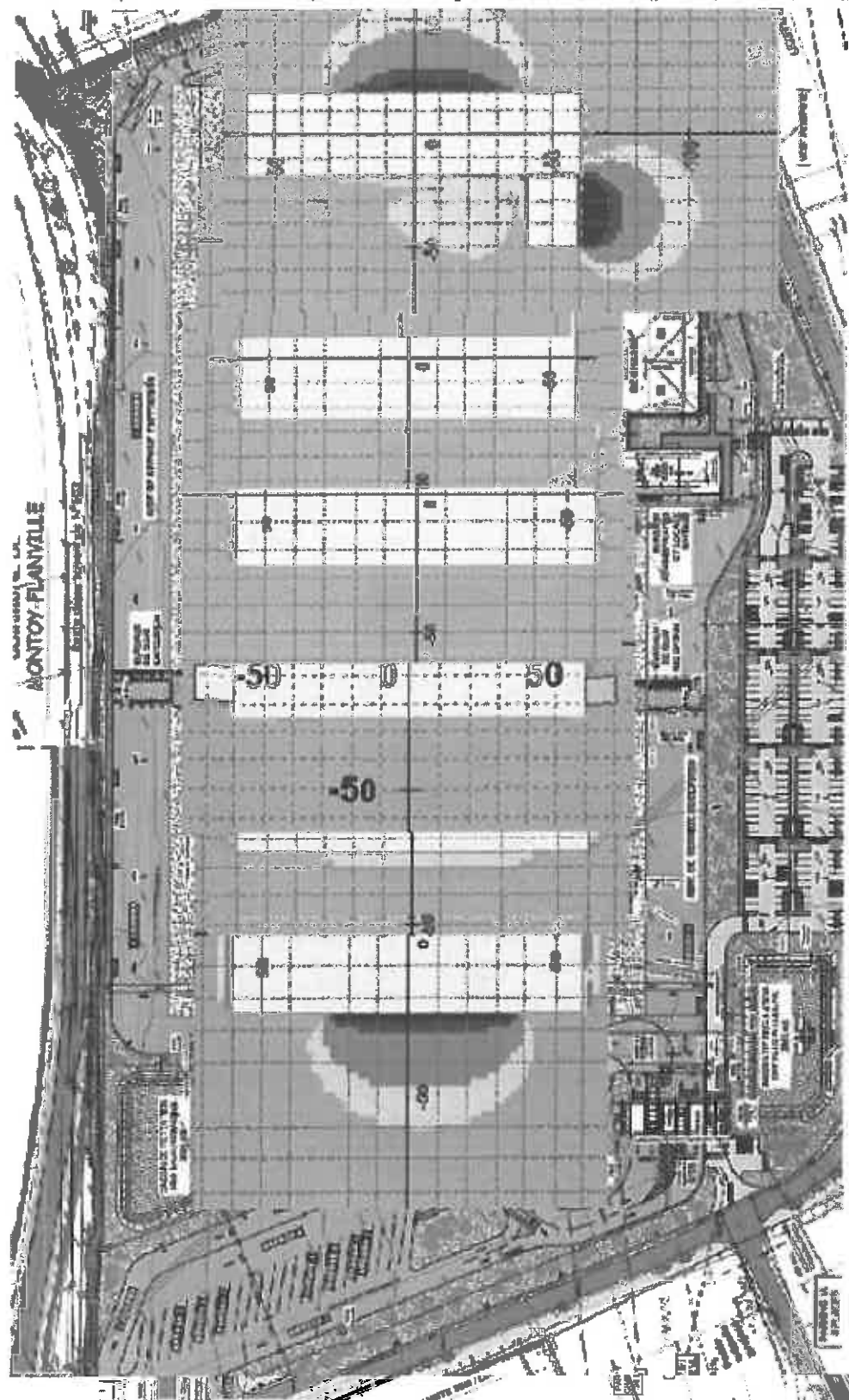
Annexe 1 : emplacement des zones à émergence réglementée



Zones à émergence réglementée

Annexe 2 : zones d'effets en cas d'incendie

Effets thermiques maximum :



Effets toxiques des fumées à 15 m du sol dans les conditions les plus défavorables :

— SPEL
— SEI